

U
n
i
t
e
r
n
a
t
i
o
n
a
l

aafi-afics

Association
des Anciens Fonctionnaires
Internationaux

Association
of Former International
Civil Servants

Mars - March 2013
Vol 72, No. 2

73ème Assemblée Générale de l'AAFI-AFICS

Mardi 16 avril 2013 à 09: 30
Bâtiment du BIT
Route des Morillons 4, Genève
Salle II, Niveau R.3 sud

AAFI-AFICS 73rd General Assembly

Tuesday, 16 April 2013 at 9.30 a.m.
ILO Building
Route des Morillons 4, Geneva
Room II, Level R. 3 south

AAFI-AFICS BULLETIN

VOL. 72, NO. 2

Mars - March 2013

73^{ème} Assemblée Générale de l'AAFI-AFICS AAFI-AFICS 73rd General Assembly

Table des matières		Table of Contents	
	Page		Page
73 ^{ème} ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DE L'AAFI-AFICS.....	2	AAFI-AFICS 73 rd GENERAL ASSEMBLY	27
AAFI-AFICS: RAPPORT 2012 STATISTIQUES	3	AAFI-AFICS: REPORT 2012 STATISTICS.....	28
ANNEXES	3	ANNEXES.....	28
COMITÉ DE L'AAFI-AFICS.....	4	COMMITTEE OF AAFI-AFICS.....	29
RAPPORT ANNUEL	5	ANNUAL REPORT	30
RAPPORT ANNUEL 2012 DE L'ASSISTANTE SOCIALE DE L'AAFI-AFICS.....	19	ANNUAL REPORT 2012 OF THE AAFI-AFICS SOCIAL WELFARE OFFICER.....	43
EVALUATIONS ET INTERVENTIONS SERVICE SOCIAL DE L'AAFI-AFICS	23	EVALUATION AND INTERVENTIONS AAFI-AFICS SOCIAL SERVICE.....	47
COMMUNICATION DES SCRUTATEURS CONCERNANT LES ÉLECTIONS 2013	51	LETTER FROM THE POLLING OFFICERS REGARDING THE 2013 ELECTIONS	51
BUDGET DE L'AAFI-AFICS POUR 2013	52	AAFI-AFICS BUDGET FOR 2013.....	53
LISTE D'ACRONYMES	54	LIST OF ACRONYMS.....	54
CONGES OFFICIELS DES NATIONS UNIES EN 2013	55	OFFICIAL HOLIDAYS IN THE UNITED NATIONS IN 2013.....	55

AAFI-AFICS

Bureau A.265, Palais des Nations, CH-1211 Genève 10

Tél: Secrétariat +41 (22) 917 33 30, Président +41 (22) 917 26 26 – Fax: +41 (22) 917 00 75

Banque UBS SA Genève (Compte: 240-128594.LUT; IBAN: CH66 0024 0240 1285 94LUT;
SWIFT/BIC: UBSWCHZ80A)

Compte de chèques postaux Genève: 12-7881-5

E-mail: aafi-afics@unog.ch

Site internet (français): afics.unog.ch/aafi.htm, Web (English): afics.unog.ch/afics.htm

73^{ème} ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DE L'AAFI-AFICS

Mardi 16 avril 2013 à 09: 30

Bâtiment du BIT, *Route des Morillons 4, Genève*

Salle II, Niveau R.3 sud

9: 00: Café de bienvenue

9: 30: ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

ORDRE DU JOUR PROVISOIRE

1. Ouverture de la réunion
2. Election du Président de séance
3. Adoption de l'ordre du jour
4. Rapport du Comité et questions s'y rapportant
5. Résultat des élections au Comité
6. Comptes 2012 et questions s'y rapportant
7. Nomination de deux commissaires aux comptes pour 2013
8. Divers

Les personnes qui ne pourraient pas assister à l'assemblée générale sont priées d'envoyer leurs questions ou commentaires avant le 30 mars à l'AAFI-AFICS, Bureau A-265, Palais des Nations, 1211 GENEVE 10

***ATTENTION : Il n'y aura pas de déjeuner à l'issue de l'assemblée générale.
Le déjeuner de printemps sera le 5 mars.***

AAFI-AFICS: RAPPORT 2012 STATISTIQUES

Nombre de membres au 31.12.2012: 3'565

Nouveaux membres en 2012 : 75

(2011: 107, 2010: 96)

Membres ayant une adresse courriel: 1'648

Lettres d'information: 20 pour les nouvelles régionales et 5 pour les informations générales

Nombre de réunions du Comité: 11

Visiteurs/Appels téléphoniques: en moyenne 20 par semaine

ANNEXES

- Rapport des activités de l'assistante sociale
- Note d'évaluation et intervention par l'assistante sociale
- Communication des scrutateurs concernant les élections 2013
- Budget 2013 adopté par le Comité
- Liste des acronymes utilisés
- Liste des congés officiels de l'ONUG

COMITÉ DE L'AAFI-AFICS

ALI Aamir	(Président d'honneur)
BACALY Jacques	
BEIGBEDER Yves	
BELCHAMBER Elisabeth	(Vice-Présidente Gestion des membres)
CHESTOPALOV Katia	(Vice-Présidente : Relations extérieures) (également Vice-Présidente, FAAFI)
CHEVRON Jean-Jacques	(Président d'honneur)
COHEN David	
EGGLESTON Roger	(Président) (jusqu'au 30 avril 2012) (également Président, FAAFI depuis 1.10.2012)
FERRARI Gilbert	(Président) (depuis le 1.5.2012)
FLACHE Stanislas	(Membre d'honneur depuis le 13.08.09)
FONTANA Roger	(Membre d'honneur depuis le 7.04.11)
FOUDRAL Odette	(Secrétaire)
KOSSOVSKY Samy	
MATEU Juan	(également Trésorier, FAAFI jusqu'au 31.12.2012)
MBELE-MBONG Samuel	(Vice-Président : Pensions)
MILZOW Wolfgang	(également Trésorier, FAAFI depuis le 1.1.2013)
NARASIMHAN Venkataraman	(Trésorier)
NETTER Klaus	
PERRY Robin	(Membre d'honneur depuis le 13.08.09)
RAY Dev	
SUNDARESAN Jay	(également Secrétaire, FAAFI)
THOLLE Anders	(Président d'honneur)
VANGELEYN Pierre	(Vice-Président : Santé)
VENKATESWAR Krishnan	
WALZER Gerald	

ASSOCIATIONS SOEURS de retraités à Genève

Association AFIS / ITC	KARSEGARD Olof	
AFSM / AOMS	MENU Jean-Paul	
Association GATT / WTO	WILLIAMS Peter	
Section des Anciens du BIT	KIENTZLER François	
Association UIT	BIGI Fabio	
Amicale OMM	NICHOLLS Pauline	HUME David

ASSISTANCE TECHNIQUE

HELLAND Douglas

ASSISTANCE SECRÉTARIALE

KIND Christiane

HENRY France

ASSISTANTE SOCIALE

YERSIN Nicole (Depuis le 1.11 2011)

RAPPORT ANNUEL

Le Comité est heureux de présenter son Rapport pour l'année 2012.

MEMBRES

1. L'appel pour de nouvelles adhésions est fait lors des séminaires de préparation à la retraite mais ne recueille pas un grand écho, car les fonctionnaires actifs ne se projettent pas comme des retraités. L'avenir de notre Association repose donc essentiellement sur l'implication de chacun de ses membres pour faire connaître et reconnaître le travail fourni.

Les membres peuvent s'adresser au secrétariat en principe chaque jour de 10 à 12 heures.

Il faut noter que les changements d'adresse postale et de courriel et les demandes de publications occupent Elisabeth Belchamber 2 jours par semaine.

Nous protégeons les informations données sur les adresses postales et courriel et pouvons même, sur demande, les supprimer de notre liste de membres.

ORGANISATION DU TRAVAIL

Le Comité

2. Le Comité de l'Association, l'organe directeur, n'a pas réduit ses efforts dans cette dernière période de douze mois et a tenu très régulièrement ses réunions mensuelles, avec la seule interruption traditionnelle de juillet. Au cours de ces réunions les sujets de fond sont débattus et la position de l'Association est établie. Nous nous félicitons de rapporter la grande qualité des débats, l'assiduité et l'implication des membres, et leur détermination à dégager la position répondant au mieux aux intérêts des membres de l'Association.

Le Bureau

3. Entre chaque réunion du Comité les membres du Bureau se sont réunis quasiment chaque semaine, pour traiter les affaires courantes, préparer les dossiers à débattre au Comité et organiser les événements et séminaires. Les membres du Bureau, selon leurs attributions, ont également participé à diverses activités et réunions soit avec les instances locales du Grand Genève tant en Suisse qu'en France (Plate-forme des Associations d'aînés de Genève, CLIC Pays de Gex, Cité Seniors, etc.), les Organisations internationales (les Associations de retraités, les assurances maladie, les diverses administrations, ONUG, BIT, etc.).

Relations avec les associations sœurs basées à Genève

4. Malgré certaines spécificités liées principalement à la couverture d'assurance maladie, tous les retraités des organisations internationales ont le même souci, à savoir la bonne marche de la Caisse de pensions. Toutes les associations participent donc activement aux réunions du Comité et à la préparation des points débattus lors du Conseil de la FAAFI. La délégation à la réunion du Conseil de 2012 comprenait 4 membres de l'AAFI-AFICS et un représentant de l'AOMS.

Les permanences

5. Nous saluons également les membres du Comité qui assurent les permanences en principe, chaque mardi et mercredi de 9 h 30 à 12 h 30 au bureau A-265 de l'Association, et qui permettent de répondre aux nombreuses demandes lors de visites ou par téléphone. Les questions soulevées lors des permanences font l'objet de discussion au sein du Comité et sont également revues par le Bureau afin d'assurer la plus grande cohésion et clarté dans les réponses données. Les membres du Comité étant tous des bénévoles n'ont pas forcément toutes les réponses, il est recommandé d'envoyer vos questions spécifiques par courriel ou lettre, afin d'obtenir une réponse cohérente et complète. Nous vous rappelons également que les messages téléphoniques et courriel sont relevés deux fois par semaine ; seuls les messages suffisamment clairs obtiendront une réponse.

COMMUNICATION

Bulletin

6. Le Bulletin trimestriel demeure le cœur de la communication de l'Association avec ses membres et, selon la tradition, un bulletin trimestriel a été publié : en juillet et octobre 2012, puis en janvier 2013, un prochain est en cours pour avril 2013. Nous saisissons cette occasion pour réitérer nos chaleureux remerciements à toute l'équipe du Service des Publications des Nations Unies à Genève et aux bénévoles qui œuvrent dans l'ombre, c'est-à-dire : Douglas Helland, Jane Brooks et nos traducteurs (Jean-Jacques Chevron, Samy Kossovsky, Elisabeth Belchamber, Christiane Kind, Samuel Mbele-Mbong, Jane Brooks) qui assurent respectivement la préparation, la reproduction et distribution de ces publications, et à la Direction du service des conférences qui a confirmé la gratuité de ce service de la plus haute importance pour nos activités.

Newsletters

7. Adhérant aux modes de communications les plus répandus dans notre époque marquée par l'informatique, des « Newsletters » sont envoyées par courrier électronique aux membres qui ont communiqué leur adresse « courriel ». Ce moyen permet de diffuser rapidement, et sans coût, des informations utiles et de première importance. En 2012, ce n'est pas moins de 20 « Newsletters » locales et 5 globales qui ont été publiées, couvrant des sujets les plus variés allant de la fiscalité aux séminaires, en passant par les rappels d'événements ponctuels. Nous invitons tous les membres qui n'ont pas franchi ce pas, de s'intéresser à ce moyen de communication qui offre souplesse et rapidité.

Site INTERNET afics.unog.ch

8. Notre site permet de retrouver les rapports des assemblées générales antérieures, les newsletters et désormais les Bulletins de l'année précédente.

Nous essayons également de mettre les liens qui permettent de trouver les informations sur les activités locales et sociales.

Au-delà de Genève

9. L'AAFI-AFICS compte quelque 1'100 membres en dehors de la zone géographique genevoise. Le Comité est conscient de ses responsabilités à leur égard. Ils reçoivent régulièrement le Bulletin et la Newsletter globale mais nous adressent souvent, de toutes les régions du monde, des demandes d'aide. Notre Assistante sociale et nos collègues connaissant les procédures de soumission des demandes de remboursement de l'assurance maladie interviennent fréquemment. Le Comité s'efforce de disséminer au maximum l'information donnée au cours des séminaires qu'il organise, par exemple celui qui s'est tenu sur le thème « Penser à demain » (testaments et successions). Il continue à soutenir fermement l'aide qui peut être apportée aux fonctionnaires éloignés des organisations approchant de l'âge de la retraite et relève avec plaisir les efforts du BIT pour leur donner accès aux débats des séminaires de préparation à la retraite.

Séminaires de préparation à la retraite

10. Lors de ces séminaires, notre association apporte le regard du retraité et peut ainsi permettre d'éviter certains choix lourds de conséquences comme : privilégier le lieu de résidence en fonction de critères comme la fiscalité ou les racines par exemple. Notre présence met l'accent sur l'importance de cette période qualifiée de « bel âge ». Nous participons ainsi deux fois par an aux séminaires de l'ONUG et du BIT. Outre les présentations axées sur les pensions,

les assurances santé et la fiscalité, notre présence apporte le côté humain qui est salué comme tel par les participants. L'AAFI-AFICS assure également la partie concernant la somme en capital, ne se substituant pas au rôle de la Caisse mais au contraire donnant un autre éclairage moins technique du sujet.

11. Les compétences de l'AAFI-AFICS ont été sollicitées par des Associations de la grande famille de la FAAFI afin de les aider dans la création et l'organisation de séminaires locaux. A ce titre, pour la première fois, Odette Foudral, membre du Bureau, après préparation des présentations depuis Genève, s'est rendue au bureau de l'AAFNU-BF du Burkina-Faso pour prendre part activement à leur premier séminaire en novembre 2012.

CAISSE DES PENSIONS

Le comité mixte

12. L'année 2012 a été une année importante avec le résultat de l'étude actuarielle de la Caisse des pensions qui a révélé un déficit de -1,87%. L'Association s'est penchée sur l'étude de quelque 50 documents du Comité mixte afin de déterminer la position qui défendrait le mieux les intérêts de nos membres et sauvegarderait la situation à long terme de la Caisse. Devant cette situation de déficit, l'AAFI-AFICS a pris position vigoureusement, tant devant le conseil de la FAAFI que dans ses concertations avec la CCPPNU, en faveur d'actions visant à rétablir l'équilibre actuariel et, entre autres, sur le relèvement de l'âge normal de départ à la retraite de 62 à 65 ans et l'utilisation de la méthode alternative de mesure de la valeur des avoirs de la Caisse, deux mesures recommandées par le Comité des actuaires. Si elles sont approuvées, ces mesures représenteraient respectivement 0,92 et 0,96% de la valeur actuarielle et à elles deux effaceraient le déficit actuel de 1,87%.

13. Pour la première mesure, l'âge « normal » de départ à la retraite, la position de l'AAFI-AFICS a été partagée par le Conseil de la FAAFI et cette mesure a été recommandée par le Comité mixte de la caisse. Après l'appui par le CCQAB et la 5^{ème} Commission, dans sa résolution A/RES/67/240 du 21 décembre 2012, l'Assemblée générale des Nations Unies a exprimé son accord avec ce relèvement de 62 à 65 ans avec effet au plus tard le 1^{er} janvier 2014, pour autant que le changement de l'âge « obligatoire » de départ à la retraite soit approuvé par l'Assemblée générale, chose qui devrait être faite lors de la reprise des réunions au printemps 2013. Nous sommes confiants que cette décision nécessaire sera approuvée d'ici notre propre Assemblée générale que nous tiendrons informée.

14. Nous suivons aussi de près les travaux et recommandations du Groupe de travail du Comité mixte créé pour identifier des mesures permettant de sauvegarder l'équilibre à long terme de la Caisse. Pour cet exercice, l'Association a soumis à la FAAFI une étude sur les gains et coûts des fluctuations de change,

couvrant les contributions, les investissements et le système de la double filière, rappelant l'origine des dispositions et formulant un nombre de recommandations sur les mécanismes d'applications et les couvertures monétaires. Nous escomptons également que ce groupe de travail reprenne la recommandation du Comité d'actuaire favorable à la méthode alternative d'évaluation de la valeur des avoirs de la Caisse et propre à améliorer le résultat actuariel.

Coordination avec la CCPPNU

15. Dans son processus d'étude des dossiers du Comité mixte, l'Association a organisé une vidéo conférence avec l'Administrateur de la Caisse et ses équipes de New York et Genève ; ceci a permis des échanges fructueux et très techniques grandement appréciés par tous les participants et les membres de la Caisse.

16. Notre Association a également invité la Caisse à dynamiser ses processus de communication et a suggéré, entre autres, de publier sur son site internet l'intégralité du rapport du Comité mixte, document à distribution restreinte jusqu'à présent. Ceci est maintenant chose faite, et ce rapport (A/67/9) peut désormais être consulté sous la rubrique « Publications et documents » du menu principal du site www.unjspf.org.

17. Dans la même approche de mise à disposition de l'information, la rubrique « Placements » permet dorénavant de prendre connaissance de la situation de nos investissements de semaine en semaine.

18. Nous saluons ces actions qui répondent à la demande de l'AAFI-AFICS pour une information plus rapide et plus étendue.

Permanence de la CCPPNU au Palais des Nations

19. Nul besoin de rappeler l'excellence des relations entre l'AAFI-AFICS et le Bureau de Genève de la Caisse qui, depuis quelques mois, se matérialisent cette année par l'ouverture d'une permanence de la Caisse des pensions au Palais des Nations, dans les bureaux de l'Association, deux fois par semaine, de 12 à 14h30 les mardi et vendredi. Cette permanence qui a débuté en octobre 2012 connaît un très grand succès, et, si elle visait initialement les fonctionnaires en poste au Palais des Nations, ce sont également nos membres retraités qui bénéficient maintenant d'une plus grande facilité d'accès à la Caisse. Située dans nos bureaux, cette présence renforce notre coopération avec la caisse, ainsi que la qualité d'informations et de services.

Séminaire pour les retraités

20. Appréciant énormément que la Caisse de pensions offre des séminaires de préparation à la retraite, l'AAFI-AFICS était préoccupée par l'idée qu'une fois à la retraite, les bénéficiaires devraient obtenir par eux-mêmes conseils et informations. C'est pourquoi l'Association a suggéré à la Caisse l'idée, immédiatement approuvée, d'un séminaire conjoint à l'intention des retraités. Ce séminaire permettra d'une part, d'informer rapidement les retraités des dernières décisions de l'Assemblée générale de l'ONU, et d'autre part de les familiariser, ainsi que leurs conjoints ou survivants, avec les documents (certificat d'ayant-droit, relevés trimestriels, etc.) et les formalités éventuelles à remplir (changement de banque, d'adresse, adoption de la double filière, instructions de paiement et documents à fournir pour les prestations de survivant, etc.). La première session de ce nouveau séminaire s'est tenue le 5 février 2013 au BIT et a connu un succès bien au-delà de nos attentes car quelques 230 personnes ont assisté à cet événement.

Formation

21. A la demande de l'AAFI-AFICS, la Caisse a accepté d'organiser dorénavant pour les membres du Comité de l'Association des séances de « formation », à l'instar de celles destinées aux membres du Comité mixte, afin d'actualiser et renforcer leurs connaissances pour toujours mieux répondre aux demandes des adhérents lors des permanences journalières ou par le biais de nombreux courriels.

ASSURANCE MALADIE

Etude par l'Assemblée Générale des Nations Unies

22. En étroite collaboration avec la FAAFI, l'AAFI-AFICS, suit toujours attentivement la préparation du rapport du Secrétaire général des Nations Unies demandé par l'Assemblée générale par sa résolution 64/241, qui posait un nombre de questions sur la gestion des charges à payer au titre de l'assurance maladie pour les retraités. L'examen de ce rapport par l'Assemblée générale de l'ONU, initialement prévu pour la session d'automne 2012, a été différé et devrait être soumis à la session d'automne 2013. L'Association en continuera bien sûr le suivi et communiquera tous développements enregistrés sur ce sujet de première importance pour bon nombre de nos adhérents.

UNSMIS (Assurance maladie ONUG-OMM-HCR)

23. Grâce aux relations excellentes et régulières avec l'UNSMIS le Bureau a pu vous informer par le bulletin d'octobre des évolutions très positives au sein de l'assurance, entre autres : mise en place de dispositifs permettant le paiement des remboursements de frais médicaux directement aux hôpitaux dans le cas de factures importantes (plus de 30,000 CHF), tant pour la Suisse (sauf hôpitaux non conventionnés) que pour la France ; la remise aux assurés (qui en font la demande) d'une carte de membre permettant de prouver leur couverture aux prestataires de service ; l'ouverture prochaine d'un site INTERNET fournissant quantité d'informations sur les règlements, et bientôt aussi sur le suivi des demandes de remboursement.

Assurance maladie de l'OMS

24. En octobre/novembre 2012, tous les anciens membres du personnel affiliés à l'assurance maladie de l'OMS ont été appelés à élire leurs représentants qui siègeront dans les deux nouveaux comités pour la gestion de l'Assurance maladie: Mme Ann Van Hulle a été élue au Comité de contrôle mondial (suppléant M. Clas Sandström), Dr Jean-Paul Menu et Mme Marjory Dam ont été élus au Comité permanent mondial (suppléantes Mme Françoise Hery-Persin et Dr Carol Collado).

La création de ces deux comités résulte de la réforme générale de l'Assurance maladie approuvée par la Directrice générale de l'OMS en décembre 2011.

CAPS BIT-UIT

25. La situation de la Caisse d'assurance pour la protection de la santé du personnel BIT-UIT (CAPS) est un sujet de préoccupation constante, d'une part d'un point de vue du fonctionnement lié au manque ou à l'organisation de ressources humaines disponibles (au BIT notamment) pour effectuer un travail complexe de remboursements d'actes médicaux provenant de tous les pays du monde. D'autre part les dépenses d'actes médicaux souvent lourds augmentent alors que des actes plus réguliers basés sur des forfaits, qui nécessiteraient des revalorisations urgentes, ont vu leurs plafonds de remboursement inchangés depuis de longues années. Les dernières élections au Comité de gestion de la CAPS BIT-UIT ont entraîné une répartition dans le collège des représentants des assurés, entre élus actifs et élus retraités, qui ne pourra être que positive pour la gestion et la mobilisation de l'ensemble des assurés sur les questions de santé. (Section des Anciens du BIT : Bureau N° 6-8, tél. 00 41 22 799 64 23,

Permanence tous les mardis matin de 10h à 12h ; e-mail : anciens@ilo.org ; internet : www.ilstaffunion.org (sous Anciens fonctionnaires ;).

VACCINATION CONTRE LA GRIPPE

UNOG

26. En octobre 2012, il a été à nouveau organisé au Palais des Nations la campagne de vaccination gratuite contre la grippe assurée par l'UNSMIS (Caisse d'assurance maladie de l'UNOG / OMM / HCR) avec l'étroite participation de notre coordonnateur, Pierre Vangeleyn, et de volontaires de l'AAFI-AFICS qui assurent l'accueil en offrant café et petits biscuits. Cette année, pas moins de 750 personnes ont bénéficié de cette vaccination qui est une excellente démarche préventive que nous souhaitons voir reprise par l'ensemble des organisations, à l'instar de l'AOMS.

OMS

27. Comme depuis plusieurs années maintenant, en partenariat avec l'Assurance maladie et le Service médical, l'AOMS organise deux journées de vaccination (18 et 23 octobre) contre la grippe pour les retraités OMS habitant Genève et environs. Cette année, 246 personnes ont été vaccinées. Nous ne répéterons jamais assez combien cette vaccination est importante pour les personnes âgées, car la grippe continue à provoquer de nombreux décès chez les personnes fragilisées, notamment suite à des complications pulmonaires. C'est aussi l'occasion pour nos retraités de se retrouver, de bavarder et éventuellement de prendre un café.

FISCALITÉ

28. Depuis fin 2011, l'introduction par la France d'une taxation des prestations de pension versées sous forme de capital a retenu toute l'attention de l'AAFI-AFICS. A notre requête, l'Administrateur de la Caisse de pensions a demandé l'intervention de l'ONU ; une lettre du service juridique à New York a été envoyée en mai 2012 à l'Ambassadeur de France auprès des Nations Unies, invoquant la non-taxation de la somme en capital déclarée par l'ONU comme partie intégrante des émoluments finaux des fonctionnaires, non taxable en vertu de la convention entre les Nations Unies et les Etats membres. L'Association a également rencontré la représentante des services fiscaux d'Annecy qui participe aux séminaires de préparation à la retraite. A l'heure actuelle, les dispositions fiscales introduites en 2012 prévoient une taxation de la somme en capital versée par la CCPPNU au taux de 6,75% (soit 7,5% moins l'abattement de 10%). Nous

sommes toujours dans l'attente de la réponse des autorités françaises à la lettre du Service juridique de l'ONU.

29. Par ailleurs, notre spécialiste en fiscalité suisse, Klaus Netter, répond régulièrement aux nombreuses questions des adhérents.

FAAFI

Le Conseil

30. L'AAFU-AFUS a été l'hôte, en 2012, de la 41^{ème} session du Conseil de la FAAFI qui a eu lieu à Paris la dernière semaine de juin, immédiatement avant la session du Comité mixte de la Caisse des Pensions.

31. Quarante-quatre délégués de 24 associations membres étaient présents. La délégation de l'AAFI-AFICS se composait de : Roger Eggleston, Katia Chestopalov, Samuel Mbele-Mbong, Jean-Paul Menu, ainsi que son président Gilbert Ferrari.

32. C'est avec une grande satisfaction que le Conseil a admis l'AFICS-Japon en tant qu'association membre, ainsi que l'AFUNIC-Nicaragua en tant que membre associé. La Fédération comprend donc maintenant 52 associations membres, dont deux membres associés, tandis que plusieurs groupes d'anciens fonctionnaires internationaux dans divers pays travaillent, avec l'appui de la FAAFI et de bon nombre de ses Associations, à constituer de nouvelles associations remplissant les critères de la Fédération. Le consensus général au Conseil a été que la Fédération doit poursuivre sans relâche son travail de développement ; le Conseil s'attend à pouvoir accueillir plusieurs nouvelles associations à sa prochaine session. Le nombre total de membres des associations affiliées à la Fédération était de 17.885 selon les statistiques de 2012.

Résultats des élections tenues lors de la 41^{ème} session du Conseil

Président	Roger EGGLESTON (AAFI-AFICS-Genève)
Vice-Présidents	Michael ATCHIA (AFICS-M-Maurice) Katia CHESTOPALOV (AAFI-AFICS-Genève) Ahmed HUSSAIN (AFUNSOB-Bangladesh) Helene HASSELBALCH (ASOPENUC-Colombie) Linda SAPUTELLI (AFICS-New York) Josiane TAILLEFER (AAFU-AFUS-Paris) Pierre Adama TRAORE (AAFNU-Burkina)
Secrétaire	Jayaraman SUNDARESAN
Secrétaire-adjointe	Lydia ONTAL
Trésorier	Juan MATEU (jusqu'au 31 décembre 2012) Wolfgang MILZOW (à partir du 1 ^{er} janvier 2013)

Session 2012 du Comité mixte de la Caisse des Pensions

33. Le Conseil de la FAAFI a adopté les sujets prioritaires suivants, que les représentants de la Fédération devaient défendre au cours de la session de juillet 2012 du Comité mixte de la Caisse des pensions :

- Relever l'âge normal de la retraite à 65 ans
- Défendre le système de la double filière ;
- Améliorer le fonctionnement du Fonds d'urgence ;
- Revoir le système de réajustement des petites pensions.

34. Au vu de la situation actuarielle de la Caisse, le Conseil a décidé d'exercer une grande prudence quant à la défense d'autres sujets figurant sur son agenda mais qui auraient un impact potentiel négatif sur la Caisse.

Assurance maladie

35. Dans le domaine de l'assurance maladie, qui avait fait l'objet d'un suivi proche et constant par la Fédération depuis l'adoption de la résolution 64/241 par l'Assemblée générale des Nations Unies, le Conseil a noté que l'examen par l'Assemblée du rapport qu'elle a demandé au Secrétaire général était repoussée à sa session de 2013. La FAAFI va continuer de suivre cette importante question de très près et d'informer les associations membres de tous développements dans ce domaine.

36. La question du manque de cohérence concernant la représentation des retraités aux Comités exécutifs des différentes Caisses maladie des Organisations du Système des Nations Unies a également été abordée. Le Conseil a adopté une résolution demandant à ses Associations membres de prendre des actions visant à assurer que les représentants des retraités puissent être présents et intervenir lors des réunions des Comités exécutifs des Caisses, notamment sur les questions ayant trait aux assurés retraités.

37. L'AAFI-AFICS se réjouit de cette action, soulignant que toutes les assurances des organisations de Genève ont de fait un, voire plusieurs, représentant(s) des retraités au sein des Comités exécutifs.

Budgets de la Fédération pour 2013 et 2014

38. Le Conseil a décidé de conserver pour 2013 le taux de cotisation à payer la Fédération par ses associations membres au prorata du nombre de leurs propres membres à 1,35 dollar US par membre. Cependant, au vu de l'augmentation constante du nombre d'associations membres la Fédération, il est nécessaire que celle-ci dispose d'un financement adéquat pour soutenir ses activités. Le Conseil a donc prévu de revoir la cotisation par membre de chaque association membre et l'on peut envisager, par exemple, que celui-ci passe à 1,50 dollar US pour l'année 2014.

42^{ème} session du Conseil en 2013

39. La session 2013 du Comité mixte de la Caisse des Pensions du Personnel des Nations Unies se tiendra à New York. En conséquence, le Conseil a décidé que sa 42^{ème} session aurait lieu à New York, immédiatement avant la session de la Caisse des Pensions, à laquelle la Fédération est représentée.

Communication

40. Le site INTERNET www.fafics.org complété en 2012, permet d'obtenir toutes sortes d'informations sur la FAAFI, son organisation, ses publications et documents, ses associations membres, ses objectifs et ses activités.

41. Depuis octobre 2012, sous l'impulsion du nouveau président de la FAAFI, Roger Eggleston, une nouvelle publication d'information électronique en plusieurs langues, 'FAFICS MATTERS', est également accessible sur ce site. A ce stade, il est envisagé de publier trois ou quatre numéros par an.

RELATIONS AVEC LES COMMUNAUTÉS LOCALES DU GRAND GENÈVE

42. L'Association poursuit ses efforts pour élargir ses contacts et collaborer avec les organismes et entités travaillant dans l'intérêt des personnes âgées dans la région du Grand Genève.

43. L'AAFI-AFICS, représentée par Katia Chestopalov et Roger Fontana, a continué de participer activement aux réunions et activités de la 'Plate-forme des Associations d'Aînés de Genève. Celle-ci regroupe un nombre toujours croissant d'associations (une trentaine à ce jour), dont les buts et activités sont d'une remarquable diversité : fourniture de soins et d'aides, entretien du bien-être physique et psychologique de leurs membres, protection sociale, toutes sortes d'activités sportives et autres loisirs.

44. Le site internet de la Plate-forme des Association d'Aînés de Genève :

www.plate-forme-aines.ch procure de multiples informations sur les associations membres, les évènements, les services et les activités intéressant la population des 'seniors'.

SÉMINAIRE « BIEN VIEILLIR CHEZ SOI »

45. L'Association a pour but d'examiner les problèmes de fond qui se posent aux retraités et organise tous les deux ans un séminaire sur un thème spécifique. En 2008 : « Vieillir en bonne santé », en 2010 : « Testaments et successions » et enfin en 2012 : « Bien vieillir chez soi ». Nous sommes confrontés à un problème lié à la géographie particulière de la région du Grand Genève mais, comme lors des derniers séminaires, l'Association a eu à cœur de couvrir quatre zones : Haute-Savoie et Pays de Gex, Vaud et Genève. Une fois de plus le BIT a accueilli le séminaire vu la simplicité des consignes de sécurité en vigueur et les facilités de parking. Le séminaire, coordonné par Gerald Walzer, a accueilli plus de 250 personnes et va dans le sens actuel de « gestion » des personnes âgées par les différentes instances administratives, c'est-à-dire le maintien à domicile plus longtemps tout en privilégiant la qualité de vie par l'accès à des services à domicile.

Le séminaire a montré l'importance d'anticiper dans le choix du logement, un aspect maintenant inclus dans les présentations de préparation à la retraite.

JOURNÉE INTERNATIONALE DES NATIONS UNIES SUR LES PERSONNES ÂGÉES

46. Le 1^{er} octobre l'Association a participé au Forum organisé par les droits de l'homme qui a débuté précisément le jour consacré à « la journée internationale des Nations Unies des personnes âgées ». Lors de nos interventions durant cette journée, notre Association a présenté sa vision d'une relation inter-générationnelle « bi-directionnelle » fondée sur la gestion et la transmission du savoir accumulé par les seniors (voir l'éditorial de notre Bulletin d'octobre 2012). Cette vision a reçu un très vif soutien, les échanges avec les intervenants riches, et les personnes âgées valorisées.

ASSISTANTE SOCIALE

47. L'Association se félicite de pouvoir offrir, maintenant depuis plusieurs années, les services d'une assistante sociale dont le rapport d'activité annuel est comme à l'accoutumé joint au présent rapport. Cette année, est également jointe une note (Evaluation et Intervention) qui décrit les démarches entreprises lors

d'une demande d'assistance. Cette année, l'AAFI-AFICS a également formalisé le contrat entre l'Association et l'Assistante sociale, définissant ainsi un cahier des charges et l'ensemble des dispositifs administratifs et d'assurance relatifs à cette activité.

ACTIVITÉS SOCIALES

48. Les activités sociales comprennent entre autres les rendez-vous café « Carrefour International » tenus à la Cité Seniors le premier mercredi de chaque mois animé par Roger Fontana et Odette Foudral. Deux autres groupes fonctionnent parfaitement grâce à l'initiative respectivement de Robert Yazgi à Nyon et Carl Freeman à Ferney-Voltaire ; nous souhaiterions voir se développer d'autres groupes pour vaincre l'isolement qui touche certains de nos collègues.

49. Citons également les trois déjeuners de l'association au BIT qui réunissent une cinquantaine de personnes heureuses de se retrouver et de partager les mêmes valeurs.

50. On peut mettre l'accent sur l'accueil par la présence journalière de bénévoles au secrétariat, comme Christiane Kind, qui permet aux plus isolés de bavarder quelques minutes.

51. Ajoutons également un service des plus importants, c'est-à-dire le soutien apporté par France Henry, en collaboration avec l'assistance sociale, concernant la préparation des demandes de remboursement pour UNSMIS. France passe pas moins de deux jours par semaine à aller chercher les documents à domicile et à en assurer le suivi auprès de la Caisse.

LE « SHAKESPEARE GROUP »

52. Le Groupe Shakespeare s'est réuni pour la première fois le 12 septembre 2001, le lendemain du « 11 septembre ». Il y avait huit ou neuf personnes qui ne savaient pas si le groupe allait continuer. Douze années plus tard, ils ont lu et apprécié dix pièces – y compris les quatre « grandes » - et se préparent à se lancer dans une onzième. Ils ont aussi étudié quelques-uns des Sonnets, ont écrit des articles sur différents sujets shakespeariens, dont plusieurs, sérieux ou pas, ont été publiés dans le Bulletin de l'AAFI-AFICS, et ont pu voir plusieurs films.

53. Il y a maintenant vingt-quatre membres qui se réunissent trois fois par mois au BIT et une fois à « La Gracieuse » (un EMS) à Morges. Sous la houlette d'Aamir Ali, les membres du Groupe s'amuse énormément.

REMERCIEMENTS

54. L'Association ne pourrait fonctionner sans le dévouement et les efforts de nombreux amis tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de l'Association. A tous ceux qui, au sein de l'Office des Nations Unies à Genève, soutiennent l'AAFI-AFICS en lui offrant son appui technique (notamment ses bureaux, ses services informatiques, sa sécurité) ; en imprimant et en distribuant ses publications ; à nos collègues de la Caisse des pensions des Nations Unies et des Caisses maladie ; à tous ceux qui écrivent, révisent, traduisent des articles pour nos publications ; à tous, le Comité exprime sa profonde gratitude.

55. Nous saisissons l'occasion de ce rapport pour souhaiter une excellente retraite à Bernard Cochemé, Administrateur de la Caisse de Pensions jusqu'au 31 décembre 2012, et une chaleureuse bienvenue à son successeur Sergio Arvizu.

RAPPORT ANNUEL 2012 DE L'ASSISTANTE SOCIALE DE L'AAFI-AFICS

Ces statistiques concernent mon activité au cours de la période
du 1er novembre 2011 au 30 octobre 2012.

73 personnes ont eu recours au Service social de l'AAFI-AFICS

Il a été répondu à 110 demandes

Types et nombre de demandes en 2012	
La sphère personnelle, santé, famille, difficultés financières, décès	12
Hospitalisations, réadaptations, convalescences	11
Recherche, inscription et entrée en maison de retraite	4
Fonds de solidarité de l'AAFI-AFICS	11
Aide administrative, y compris demande de remboursement auprès de l'assurance maladie	20
Information générale	45
Caisse des pensions des Nations Unies	7

Les demandes qui relèvent des rubriques du « Fonds de solidarité » et de la « Caisse des pensions des Nations Unies », proviennent en grande majorité de l'étranger. Les autres demandes proviennent de Suisse et France voisine. 3 demandes proviennent de personnes de passage à Genève, l'une de Grande-Bretagne, l'autre du Mexique et la 3ème des Etats-Unis.

Les différents types de demandes peuvent être décrits comme suit :

La sphère personnelle a trait à des demandes comme celles de personnes qui :

- Avancent dans l'âge et commencent à rencontrer des difficultés à domicile, il y a des questions en rapport avec : Leur santé physique, psychique (dépression), leur mobilité, leur entourage ou plutôt l'absence d'entourage ;
- Font appel pour une connaissance qui refuse toute aide extérieure ;
- Ont perdu leur conjoint et ne savent pas comment procéder par rapport aux démarches administratives en général comme la Caisse des Pensions des Nations Unies, l'assurance maladie, les impôts, etc.
- S'inquiètent pour leurs enfants handicapés et souhaitent que leur situation soit réglée au cas où il leur arriverait quelque chose.

Ce type de demande requiert souvent une réponse qui va au-delà de l'information, elle demande un suivi qui s'étale sur le moyen ou parfois long terme.

Hospitalisations, réadaptations, convalescences :

Je suis sollicitée par les proches aidants qui ont besoin d'information quant aux procédures à suivre pour organiser :

- Un retour à domicile suite à une hospitalisation, une réadaptation, une convalescence ou une fin de vie.

Par exemple : Suite à une hospitalisation, une personne avait besoin de connaître les procédures à suivre pour organiser le déménagement de son parent à l'étranger, l'information aux autorités, aux impôts, à la Caisse des pensions, à l'assurance maladie, etc.

- Un placement en maison de retraite suite à une hospitalisation.

Souvent ce sont les enfants qui demandent des renseignements sur les démarches à entreprendre et les procédures à suivre.

A relever également que parfois les demandes proviennent de retraités des Organisations internationales pour leurs parents âgés qui, eux-mêmes, n'ont aucun lien avec les Nations-Unies.

Recherche, inscription et entrée en établissement médico-social :

Je réponds à des demandes de personnes ou de couple qui souhaitent s'inscrire dans une maison de retraite ou dans des appartements avec encadrement pour personnes âgées.

Les personnes qui font appel ont souvent besoin de temps pour finaliser leur démarche. A la difficulté de ne plus se sentir en mesure de rester chez soi, s'ajoute souvent l'aspect financier au moment où l'on réalise que les économies

d'une vie pourraient servir à payer la maison de retraite. C'est parfois trop éprouvant et certaines personnes préfèrent reporter leur décision.

Je me déplace souvent à domicile pour ce type de demande.

Fonds de solidarité de l'AAFI-AFICS:

Les demandes proviennent des pays suivants : Allemagne Argentine, Croatie, France, Roumanie, Serbie, Suisse, USA.

2 demandes ont été approuvées, 3 demandes ont été refusées, 4 ont été adressées au Fonds de secours de la Caisse des pensions, 2 ne répondaient pas aux critères établis par le Fonds.

Au cours de l'année, la procédure a été clarifiée et simplifiée. Les personnes qui présentent une demande sans l'avoir préalablement adressée au Fonds de secours de la Caisse des Pensions sont, dans un premier temps, invitées à s'adresser au Fonds susmentionné.

De ce fait, lorsque la demande parvient à l'AAFI-AFICS, l'évaluation a été faite par la Caisse des Pensions et la décision pour l'AAFI-AFICS en est grandement accélérée.

Aide administrative y compris demande de remboursement auprès de l'assurance maladie :

Plusieurs demandes me sont parvenues de personnes qui, suite à un problème de santé ou une hospitalisation, se sont retrouvées dépassées par leur gestion administrative courante. Je les ai orientées vers le service approprié.

Une personne a fait appel dans le contexte d'une situation financière très délicate suite à une faillite. La réponse a été d'ordre juridique. Deux personnes qui n'ont pas travaillé assez longtemps pour avoir droit à une pension des Nations Unies ont fait appel.

J'ai inclus dans cette rubrique dix demandes de remboursement de frais médicaux qui ont été ensuite prises en charge par Mme France Henry. Sept demandes m'ont été transmises au moment de mon arrivée et trois nouvelles demandes sont arrivées au cours de cette année. Je saisis cette occasion la remercier de sa précieuse collaboration.

Une demande indirecte m'est parvenue par un retraité, lui-même très âgé. C'est sa femme de ménage qui lui a signalé une situation dans laquelle la personne n'a plus demandé le remboursement de ses factures médicales depuis plus de cinq ans et refuse toute aide extérieure.

J'interviens de manière indirecte par le biais de la femme de ménage qui m'a fait parvenir les factures.

Pour certaines de ces demandes je me suis rendue à domicile, pour d'autres, comme celle susmentionnée, j'ai travaillé par téléphone et par courriel avec la femme de ménage.

Information générale :

Il y a des questions comme par exemple :

- Où obtenir de l'information sur le mode de facturation des EMS en Suisse ?
- Comment avec une très petite pension continuer à gagner un peu d'argent ou
- A qui s'adresser pour recevoir une aide financière ?
- Quelles sont les conditions pour prendre sa retraite en Suisse lorsque l'on n'est pas domicilié en Suisse ?
- Comment procéder pour remplir ses directives anticipées et son testament ?
- A qui s'adresser pour la prise en charge financière de moyens auxiliaires ?
- S'informer sur les conditions de taxation à la retraite.

Certaines de ces demandes débouchent sur un ou plusieurs entretiens mais la plupart d'entre-elles sont des demandes d'information auxquelles je réponds soit par courriel soit par téléphone.

Caisse des pensions des Nations Unies :

Toutes les demandes liées à la Caisse des pensions ont été transférées à M. Samuel Mbele-Mbong que je remercie.

J'ai été présente aux séminaires de pré-retraite organisés à l'ONUG et au BIT, j'ai participé aux « déjeuners AAFI-AFICS » ainsi qu'au séminaire « Bien vieillir chez soi ». Ces moments m'ont permis d'avoir un peu plus de contacts directs avec les membres du Comité et les personnes présentes. J'ai également pu prendre la mesure de l'immense travail fait par le Comité tout au long de l'année.

Cette première année de travail au sein de l'AAFI-AFICS a été très riche et intéressante. Je remercie tout particulièrement Mme Nana Leigh, assistante sociale auprès de l'AAFI-AFICS jusqu'en juillet 2010, pour sa très grande disponibilité au cours des premiers mois de mon activité.

J'aimerais adresser mes plus sincères remerciements aux deux Présidents de l'AAFI-AFICS avec lesquels j'ai eu le plaisir de collaborer depuis mon arrivée, MM. Roger Eggleston et Gilbert Ferrari ainsi qu'à l'ensemble du Comité.

EVALUATIONS ET INTERVENTIONS

SERVICE SOCIAL DE L'AAFI-AFICS

Les demandes

Lorsqu'une personne fait appel au Service social de l'AAFI-AFICS, elle demande de l'aide par exemple pour :

- la gestion administrative de ses affaires courantes,
- se renseigner sur les procédures à suivre en vue d'une prise en charge médicale lors d'une convalescence, d'une réadaptation, d'une situation de fin de vie,
- la recherche d'une maison de retraite,
- chercher une aide financière telle que faire appel au Fonds de secours de l'AAFI-AFICS,
- s'informer de manière générale sur ses droits, ses devoirs, les procédures à suivre pour demander une rente AVS par exemple ou tout autre question qui peuvent même être d'ordre juridique.

Parfois les demandes proviennent de proches aidants inquiets comme par exemple de collègues retraités qui font appel pour une de leur connaissance. Ils ne savent pas à qui s'adresser face à une personne qui se trouve dans une situation critique et refuse toute aide extérieure.

Il y a aussi des personnes retraitées qui, toute leur vie ont entretenu financièrement leur enfant et se retrouve dans une situation qui ne leur permet plus de couvrir leurs propres besoins et d'assumer financièrement leur enfant devenu adulte.

Vu de l'extérieur, la question de la « légitimité » de certaines demandes pourrait se poser.

Toutefois, pour le travailleur social, *seule l'évaluation permettra de comprendre la demande de cette personne qui fait appel à ce moment-là de sa vie.*

L'évaluation

La première tâche du travailleur social sera d'évaluer la situation et pour cela il est nécessaire qu'il soit en contact avec la personne qui fait appel, que ce soit la personne elle-même, le proche aidant, des professionnels, (médecin, infirmière, travailleurs sociaux, etc.).

Pour atteindre cet objectif, il cherchera à répondre à la question :

Qui fait quoi, où, quand, comment et pourquoi ?

L'évaluation devra prendre en compte la personne dans sa globalité, ses liens avec sa famille, son entourage, son degré d'autonomie, ses hobbies, ses souhaits, ses choix, etc.

Par son observation, son écoute, le travailleur social tentera de cerner *la situation de la personne dans son ensemble. Il cherchera à identifier les besoins réels, les attentes.*

Si la demande ne provient pas de la personne elle-même, il cherchera à savoir comment « le demandeur » est lié à cette personne. Il cherchera à savoir s'il y a d'autres intervenants, proche(s) aidant(s) ou professionnel(s) et dans la mesure du possible, il prendra contact avec ces personnes.

Plus les réponses obtenues seront précises mieux l'aide proposée répondra aux besoins réels.

C'est au moment où le travailleur social est en mesure de qualifier, de quantifier les besoins ainsi que de fixer les priorités, que l'évaluation se termine.

Toutefois, une simple demande d'information qui requiert une réponse en termes d'information générale ou d'aide administrative, ne sera pas évaluée de la même manière qu'une demande d'aide pour s'inscrire dans une maison de retraite ou pour la gestion administrative de ses affaires courantes par exemple.

L'intervention

- La demande exprimée et celle non exprimée

Il peut arriver que la demande exprimée ne corresponde pas aux besoins. Dans ce cas, il s'agira dans un premier temps, de permettre à la personne ayant fait la demande de prendre conscience de ses besoins réels afin *de la mettre en capacité de faire des choix.*

C'est seulement une fois les besoins réels mis en évidence, que le travailleur social sera en mesure d'ajuster ses propositions à la demande. Il donnera toute l'information nécessaire quant aux prestations existantes et disponibles.

Il s'agit d'une *négociation informelle entre la personne et le travailleur social, chacun restant auteur de ses actions et de ses choix.* De cette négociation, émergera d'une part les besoins pour lesquels la personne souhaite qu'on lui apporte une aide et d'autre part, les propositions du travailleur social. Les priorités seront fixées ensuite.

Il est important de respecter le rythme de la personne et ce processus peut prendre du temps. C'est un principe éthique auquel il convient de ne pas déroger au risque de perdre la relation de confiance. Et sans celle-ci, l'intervention ne peut pas aboutir.

Les situations qualifiées « d'urgentes », relèvent de la police, des pompiers, d'un service d'urgence ou encore du médecin traitant. Pour les situations où une personne se trouve dans une situation critique et qui refuse toute aide extérieure, des procédures spécifiques existent et doivent être suivies. Pour un service spécialisé comme le Service social de l'AAFI-AFICS, aucune intervention ne peut se faire sans l'accord de la personne.

L'intervention directe et l'intervention indirecte

Dans l'intervention directe, c'est la personne qui a besoin d'aide qui fait appel. En revanche, dans l'intervention indirecte, comme les demandes provenant de personne faisant appel pour leur enfant majeur, l'intervention sera centrée sur la personne qui fait appel et indirectement sur l'enfant.

Les services sociaux

Dans l'intervention sociale, il y a différents types de services. Il y a les services sous l'autorité de l'Etat dont l'organisation dépend des cantons. Ils ont un mandat qui leur permet d'intervenir sans le consentement de la personne. Toutefois, une procédure administrative complexe impliquant des intervenants pluridisciplinaires doit être suivie pour qu'ils soient en mesure d'agir. Ces procédures ont pour but de protéger les personnes et d'éviter des interventions abusives. Pour la France, le principe est le même.

Il y a aussi les Services de maintien à domicile largement subventionnés par l'Etat et les Services que je qualifierai de « spécialisés » comme par exemple Pro Senectute. Je placerai le Service social de l'AAFI-AFICS dans cette dernière catégorie.

Le travailleur social conduira son évaluation et orientera son intervention différemment selon le mandat du service qu'il représente.

Dans un Service social comme celui de l'AAFI-AFICS, si une situation à risque est signalée et que la personne refuse toute aide extérieure, le rôle du travailleur social sera de vérifier si un Service approprié (médecin traitant, service social) intervient déjà et s'il est au courant de la présente situation.

Si ce n'est pas le cas, l'intervention sera de faire en sorte que la situation soit signalée auprès du service compétent. En principe le travailleur social aidera le proche aidant à signaler directement la situation. Dans ce cas, l'intervention du travailleur social s'organisera en « coachant » ce dernier. Il s'agira de le soutenir dans une démarche pas toujours facile à entreprendre, tout en l'orientant par rapport à la procédure à suivre.

Ne pas intervenir directement auprès de personne ne souhaitant pas d'aide extérieure, a essentiellement pour but d'éviter de multiplier les intervenants, de perturber et déstabiliser ces personnes alors qu'elles sont déjà fragiles.

Dans un deuxième temps, pour un service spécialisé comme l'AAFI-AFICS, ce sera au travailleur social de prendre contact avec les services qui interviennent ou interviendront et de proposer de collaborer par rapport à la spécificité du service, à savoir offrir un appui pour les questions d'assurances et/ou de Caisse des pensions.

Ce que j'ai décrit ici est très simplifié, chaque demande est unique et aura une réponse différenciée.

La formation continue

Le travailleur social veillera à se tenir au courant des ressources disponibles dans son secteur d'activité, de l'évolution au niveau de la législation, de son application dans la pratique, de connaître également quels sont les services existants et leurs prestations, d'où l'importance d'être en lien avec les réseaux des professionnels et de participer aux formations continues.

AAFI-AFICS 73rd GENERAL ASSEMBLY

TUESDAY 16 April 2013 at 9.30 a.m.

ILO BUILDING

Route des Morillons 4, Geneva

Room II, Level R. 3 south

9 a.m. Welcome coffee

9.30 a.m. GENERAL ASSEMBLY

PROVISIONAL AGENDA

- 1. Opening of the session**
- 2. Election of the Presiding Officer**
- 3. Adoption of the agenda**
- 4. Report of the Committee and related questions**
- 5. Result of elections to the Committee**
- 6. Accounts for 2012 and related matters**
- 7. Nomination of two auditors for 2013**
- 8. Any other business**

Those who may not be able to attend the General Assembly are invited to send their questions or comments before 30 March to AAFI-AFICS, Office A-265, Palais des Nations 1211 GENEVA 10.

Please note that there will be no lunch after the General Assembly. The Spring lunch will take place on 5 March.

AAFI-AFICS: REPORT 2012 STATISTICS

Number of members as at 31.12. 2012: 3565

New members in 2012: 75

(2011: 107, 2010: 96)

Members with e-mail address: 1648

Newsletters: 20 for local interest and 5 for global news

Number of meetings of the Committee: 11

Visits/telephone calls: average per week, 20

ANNEXES

Report of the AAFI-AFICS Social Welfare Officer on her work

Note on evaluation and interventions by the Social Welfare Officer

Letter from the polling officers regarding the 2013 elections

2013 budget adopted by the Committee

List of acronyms used

List of official UN holidays

COMMITTEE OF AAFI-AFICS

ALI Aamir	(Honorary President)
BACALY Jacques	
BEIGBEDER Yves	
BELCHAMBER Elisabeth	(Vice-President: Management)
CHESTOPALOV Katia	(Vice-President: External relations) (also Vice-President of FAFICS)
CHEVRON Jean-Jacques	(Honorary President)
COHEN David	
EGGLESTON Roger	(President , until 30 April 2012) (also President of FAFICS since 1.10.2012)
FERRARI Gilbert	(President , since 1.05.2012)
FLACHE Stanislas	(Honorary member since 13.08.2009)
FONTANA Roger	(Honorary member since 07.04. 2011)
FOUDRAL Odette	(Secretary)
KOSSOVSKY Samy	
MATEU Juan	(also FAFICS Treasurer until 31.12.2012)
MBELE-MBONG Samuel	(Vice-President: Pension matters)
MILZOW Wolfgang	(also FAFICS Treasurer since 01.01.2013)
NARASIMHAN Venkataraman	(Treasurer)
NETTER Klaus	
PERRY Robin	(Honorary member since 13.08 2009)
RAY Dev	
SUNDARESAN Jay	(also FAFICS Secretary)
THOLLE Anders	(Honorary President)
VANGELEYN Pierre	(Vice-President: Health matters)
VENKATESWAR Krishnan	
WALZER Gerald	

SISTER ASSOCIATIONS of retirees in Geneva

AFIS/ITC Association	KARSEGARD Olof	
AFSM/AOMS	MENU Jean-Paul	
GATT/WTO Association	WILLIAMS Peter	
ILO Section	KIENTZLER François	
ITU Section	BIGI Fabio	
WMO Amicale	NICHOLLS Pauline	HUME David

TECHNICAL ASSISTANCE

HELLAND Douglas

SECRETARIAL ASSISTANCE

KIND Christiane

HENRY France

SOCIAL WELFARE

YERSIN Nicole (since 01.11.2011)

ANNUAL REPORT

The Committee has pleasure in presenting its report for 2012.

MEMBERSHIP

1. Recruitment of new members takes place at the pre-retirement seminars but does not produce much response, as active staff members do not see themselves as future retirees. The future of our Association therefore basically depends on each of its members getting involved in publicizing and winning recognition of the work it does.

Members may contact the secretariat in principle every day between 10 a.m. and 12 p.m.

It should be noted that Elisabeth Belchamber is occupied two days a week dealing with changes of postal and e-mail addresses and requests for publications.

We protect data on postal and e-mail addresses and can even delete them from our membership list on request.

ORGANIZATION OF WORK

The Committee

2. The governing body of the Association has not relaxed its efforts over the last twelve months and has held very regular monthly meetings, with the exception of the traditional July break. At these meetings substantive matters are discussed and the Association's stand on them determined. We are pleased to report on the high quality of the debates, the assiduity and involvement of the members and their determination to come up with decisions that best reflect the interests of the Association's members.

The Bureau

3. Between meetings of the Committee the members of the Bureau have met nearly every week to deal with day-to-day business, prepare items to be discussed in Committee and organize events and seminars. In accordance with their individual responsibilities, the Bureau members have also taken part in divers activities and meetings either with local bodies in the Geneva region, whether in Switzerland or France (Plate-forme des Associations d'aînés à Genève, CLIC

Pays de Gex, Cité Seniors etc.) or with the International Organizations (retiree associations, health insurances, various administrations, UNOG, ILO etc.).

Relations with sister associations based in Geneva

4. Aside from certain specific considerations linked basically to health insurance coverage, all retirees from international organizations have the same concern: the smooth running of the Pension Fund. So all the associations take an active part in Committee meetings and in preparing items debated in the FAFICS Council. The delegation to the 2012 Council comprised 4 members of AAFI-AFICS and one representative of AOMS.

Committee members' duty rota

5. We should like to acknowledge the members of the Committee who man the Association's office A-265 in principle every Tuesday and Wednesday from 9.30 a.m. to 12.30 p.m., to respond to the many requests made in person or by telephone. The questions raised at such times are discussed in the Committee and also reviewed by the Bureau to ensure that the replies we give are as clear and consistent as possible. The Committee members are all volunteers and do not necessarily have all the answers, so it is recommended that you send in your specific questions by e-mail or letter so as to obtain a full and consistent reply.. We would also remind you that telephone and e-mail messages are picked up twice a week, but only messages that are sufficiently clear will be attended to.

COMMUNICATION

Bulletin

6. The traditional quarterly Bulletin remains the heart and soul of the Association's communication with its members. The most recent issues were those of July and October 2012 and January 2013; the next is being prepared for April 2013. We take this opportunity to reiterate our warmest thanks to the team of the UNOG Publications Service and the volunteers working behind the scenes, namely: Douglas Helland, Jane Brooks and our translators (Jean-Jacques Chevron, Samy Kossovsky, Elisabeth Belchamber, Christiane Kind, Samuel Mbele-Mbong, Jane Brooks) who work to prepare, reproduce and distribute this publication, as well as to the Director of Conference Services who has confirmed that this service, so essential for our work, will remain free of charge.

Newsletters

7. Using the most widespread means of communication in our computer age, the Newsletters are sent by electronic mail to members who have given us their e-mail address, allowing the speedy and cost-free dissemination of useful and highly important information. In 2012 no fewer than 20 local-interest and 5 global Newsletters were issued, covering the most varied subjects from taxation to seminars, as well as reminders of specific events. We would urge all members who have not yet taken the plunge to look into this rapid, user-friendly means of communication.

INTERNET site: afics.unog.ch

8. On our site you can find the reports of earlier General Assemblies, the Newsletter and now, the previous year's Bulletins. We are also trying to provide links to information on local and social activities.

Beyond Geneva

9. AAFI-AFICS has some 1,100 members outside the geographical area of Geneva and the Committee is aware of its responsibilities to them. They regularly receive the Bulletin and the global Newsletters, but often send requests for assistance from all corners of the globe. Our Social Welfare Officer and our colleagues expert in the procedures for submitting health-insurance reimbursement claims are often called on. The Committee endeavours to provide as much information as possible at its seminars, for example the one entitled "Thinking about the Future" (wills and successions). It continues firmly to support any assistance that can be given to staff far from the organizations who are coming up to retirement and notes with pleasure the ILO's efforts to allow them access to the pre-retirement seminar discussions.

Pre-retirement seminars

10. Our Association approaches these seminars from the retiree's point of view and so can help to prevent certain choices with serious consequences, for example, choosing one's residence on the basis of criteria such as taxation or where one's roots are. Our participation stresses the importance of this 'golden age'. So we take part twice a year in the UN and ILO seminars where, aside from presentations on pensions, health insurance and taxation, we can introduce a human perspective that is welcomed as such by the participants. AAFI-AFICS also concerns itself with the 'lump sum', not trying to take over the Pension Fund's role but to the contrary shedding some less technical light on the subject.

11. AAFI-AFICS' know-how has been required by associations in the wider FAFICS family to help them in setting up and organizing local seminars. Thus, for the first time, a member of the Bureau, Odette Foudral, after preparing presentations from Geneva, travelled to the AAFNU-BF office in Burkina Faso to take an active part in their first seminar in November 2012.

PENSION FUND

Pension Board

12. 2012 was an important year, with the result of the Pension Fund actuarial study showing a deficit of -1.87%. The Association considered some 50 Pension Board documents in order to determine what attitude to adopt for the best defence of our members' interests and to safeguard the Fund's situation in the long term. In view of this deficit, AAFI-AFICS took a firm stand, both in the FAFICS Council and in its dealings with the UNJSPF, in favour of action to restore actuarial balance, among other things by raising the normal retirement age from 62 to 65 and using the alternative method of assessing the Fund's assets, two measures that were recommended by the Committee of Actuaries. If adopted, these measures would represent, respectively 0.92 and 0.96% of the actuarial value and would by themselves erase the present deficit of 1.87%.

13. On the first measure, concerning the 'normal' retirement age, AAFI-AFICS' view was shared by the FAFICS Council and was recommended to the Pension Board. With support from the ACABQ and the Fifth Committee, the United Nations General Assembly, in its resolution A/RES/67/240 of 21 December 2012 agreed to the raising of the age from 62 to 65 with effect on 1 January 2014 at the latest, provided that General Assembly approved the 'compulsory' retirement age, which approval should occur at the resumed session in the spring of 2013. We trust that this necessary decision will have been taken by the time of our own General Assembly which we shall keep informed.

14. We are also closely following the work and the recommendations of the working group the Board has set up to identify measures to safeguard the long-term equilibrium of the Fund. To this end the Association has submitted to FAFICS a cost-benefit analysis of exchange-rate fluctuations, covering contributions, investments and the two-track system, recalling the origins of these provisions and making a number of recommendations on implementation mechanisms and monetary coverage. We also trust that this working group will take up the recommendation of the Committee of Actuaries in favour of the alternative method of assessing the value of the Fund's assets, which is likely to improve the actuarial result.

Co-ordination with the UNJSPF

15. In the course of its consideration of the issues before the Board, the Association organized a video conference with the Administrator of the Fund and his teams in New York and Geneva; the resulting productive and highly technical discussions were much appreciated by all participants and the members of the Fund.

16. Our Association also encouraged the Fund to make its means of communications more dynamic, suggesting, inter alia, that it publish on its website the complete text of the Board's report, a document hitherto for restricted distribution. This has now been done and the report (A/67/9) may now be accessed by clicking on 'Publications and documents' under 'General Information' on the site www.unjspf.org.

17. Further by way of making information available, clicking on 'Investments' now enables one to view the status of our investments week by week.

18. We welcome these steps which reflect AAFI-AFICS' request for speedier and more wide-ranging information.

A UNJSPF duty station at the Palais des Nations

19. Needless to say, relations between AAFI-AFICS and the Fund's Geneva Office are excellent. For some months now this has been demonstrated by the opening this year of a Pension Fund duty station in the offices of the Association. It operates twice a week, from 12 p.m. to 2.30 p.m. on Tuesdays and Fridays. The Fund began to man this office in October 2012 and has had great success. While they initially had active staff members at the Palais in mind, our retired members are also now enjoying greater ease of access to the Fund. Since the Fund is using our offices, its presence reinforces our co-operation and improves the quality of information and service.

Seminar for retirees

20. While AAFI-AFICS highly appreciates the fact that the Pension Fund runs seminars to prepare people for retirement, it was concerned that, once retired, beneficiaries have to seek advice and information by themselves. So the Association suggested to the Fund the idea - immediately approved - of a joint seminar for those already retired. This would on the one hand, let retirees know immediately of the latest decisions of the UN General Assembly and also allow them, and their spouses or survivors, to familiarize themselves with the documents (certificate of entitlement, quarterly statements etc.) and formalities to be complied with (change of bank or address, adoption of the two-track system, payment instructions, documents required for surviving spouse benefits etc.). The first

session of this new seminar was held on 5 February 2013 at the ILO and was more successful than we had dared hope, since some 230 people attended.

Training

21. Acting on a request from the Association, the Fund has agreed from now on to organize 'training' sessions for AAFI-AFICS Committee members, like those provided for members of the Board, to give them sound up-to-date information that will allow them constantly to improve their response to members' daily requests made in person or in the many e-mails.

HEALTH INSURANCE

UN General Assembly study

22. In close co-operation with FAFICS, AAFI-AFICS is carefully following the preparation of the UN Secretary-General's report, requested by the General Assembly in its resolution 64/241 which raised a number of questions regarding the management of retirees' health-insurance charges. It was initially planned that the UN General Assembly would take up this report at the autumn session of 2012. It has now been postponed and should be submitted at the autumn session of 2013. The Association will of course continue to follow the matter up and will pass on any developments that occur in this subject of prime importance for many of our members.

UNSMIS (UNOG-WMO-UNHCR health insurance)

23. Thanks to its excellent and regular contacts with UNSMIS, the Bureau was able to inform you in the October Bulletin of some very positive developments in the insurance, inter alia, the provisions made for direct payment of medical-cost reimbursements to hospitals in the case of large bills (more than 30,000 CHF) both in Switzerland (except for non-contracted hospitals) and in France; a membership card given to all insurees who request it, proving to service-providers that they are covered by the insurance; and the forthcoming opening of a website giving full information on regulations and soon also permitting the follow-up of reimbursement claims.

WHO health insurance

24. In October/November 2012, all former staff members affiliated with the WHO health insurance were invited to elect their representatives who will sit on the two new health-insurance management committees. Mrs. Ann Van Hulle was

elected to the Global Oversight Committee (alternate: Mr. Clas Sandström); Dr. Jean-Paul Menu and Mrs. Marjory Dam were elected to the Global Standing Committee (alternates: Mrs. Françoise Héry-Persin and Dr Carol Collado). These two committees were set up as a result of the general reform of the health insurance approved by the WHO Director-General in 2011.

ILO-ITU Staff Health Insurance Fund (SHIF)

25. The situation of the ILO-ITU Staff Health Insurance Fund is a matter of constant concern, on the one hand with regard to the lack of available human resources or the means to organize them (especially at the ILO) in order to carry out the complex job of reimbursing medical interventions in all parts of the globe. On the other hand expenditure on heavy medical interventions increases, while more ordinary interventions that come as part of a package, which urgently need reassessment, have been blocked for many years. The latest elections to the ILO-ITU SHIF Management Committee resulted in a distribution between elected active staff and retirees that can only have a positive effect on management and the mobilization of all insured persons regarding health matters. (Section des Anciens du BIT: Bureau N° 6-8, tel. 00 41 22 799 64 23, Permanence Tuesday morning 10 a.m. to 12 p.m.; e-mail : anciens@ilo.org; internet : www.ilostaffunion.org (sous Anciens fonctionnaires).

INFLUENZA VACCINATIONS

UNOG

26. Once again, in October 2012, UNSMIS (the UNOG/WMO/UNHCR health insurance fund) organized a free anti-flu vaccination campaign at the Palais des Nations with the close co-operation of our co-ordinator Pierre Vangeleyn and volunteers from AAFI-AFICS, who welcomed participants with coffee and biscuits. This year no fewer than 750 persons took advantage of this vaccination, which is an excellent preventive action that we hope to see imitated by all the organizations, following the example of AFSM.

WHO

27. As it has done for several years now, AFSM, in partnership with the Health Insurance and the Medical Service, organized two days of anti-flu vaccinations for WHO retirees living in Geneva and its environs. This year 246 persons were vaccinated. We cannot stress too often the importance of these vaccinations for the elderly, since flu continues to cause the deaths of many rendered frail by pulmonary complications, for example. The vaccinations also provide an opportunity for our retirees to meet to chat and perhaps have a coffee together.

TAXATION

28. Since the end of 2011, the introduction by France of a tax on pensions taken in the form of a lump sum has received full attention from AAFI-AFICS. At our request the Administrator of the Pension Fund called for intervention by the UN: in May 2012 a letter was sent from the Legal Department in New York to the French Ambassador to the United Nations requesting non-taxation of the lump sum declared by the United Nations to be an integral part of the terminal payments of staff members and as such not taxable under the Convention between the United Nations and the Member States. The Association also met with the representative of the tax authorities of Annecy, who participates in the pre-retirement seminars. At present, the fiscal provisions introduced in 2012 indicate taxation of the lump sum paid by UNJSPF at a rate of 6.75% (i.e. 7.5%, less the 10% allowance). We still await a reply from the French authorities to the letter from the UN Legal Department.

29. With regard to Swiss taxation, our specialist Klaus Netter regularly answers the many questions of our members.

FAFICS

The Council

30. In 2012 AAFU-AFUS hosted the 41st session of the FAFICS Council held in Paris in the last week of June, immediately preceding the Pension Board session.

31. Forty-four delegates from 24 associations were present. The AAFI-AFICS delegation comprised: Roger Eggleston, Katia Chestopalov, Samuel Mbele-Mbong and Jean-Paul Menu, as well as its President Gilbert Ferrari.

32. It was with great satisfaction that the Council admitted AFICS-Japan as a member association, as well as AFUNIC-Nicaragua as an associate member. The Federation now comprises 52 member associations, two of which are associate members, while several groups of former international civil servants in different countries are working, with the support of FAFICS and a good number of its associations, to set up new associations that meet the Federation's criteria. It was the general consensus in the Council that the Federation should unremittingly pursue its work of development. The Council hopes to be able to welcome several new associations at its next session. According to 2012 statistics, the total number of members of associations affiliated with the Federation was 17,885.

Results of the elections held at the 41st session of the Council

President	Roger EGGLESTON (AAFI-AFICS-Geneva)
Vice-Presidents	Michael ATCHIA (AFICS-M-Mauritius) Katia CHESTOPALOV (AAFI-AFICS-Geneva) Ahmed HUSSAIN (AFUNSOB-Bangladesh) Helene HASSELBALCH (ASOPENUC-Colombia) Linda SAPUTELLI (AFICS-New York) Josiane TAILLEFER (AAFU-AFUS-Paris) Pierre Adama TRAORE (AAFNU-Burkina)
Secretary	Jayaraman SUNDARESAN
Assistant secretary	Lydia ONTAL
Treasurer	Juan MATEU (until 31 December 2012) Wolfgang MILZOW (from 1 January 2013)
FAFICS Auditors	Ventura Garcia GARNATEO and Mohamed RHARHA

2012 session of the Pension Board

33. The FAFICS Council adopted the following priority issues for the Federation representatives to defend at the Pension Board session in July 2012:

- To raise the normal age of retirement to 65 years
- To defend the two-track system
- To improve the operation of the Emergency Fund
- To review the system of readjustment of small pensions.

34. In view of the Fund's actuarial situation, the Council decided to exercise great caution regarding the defence of other items on its agenda which might have a negative effect on the Fund.

Health insurance

35. With regard to health insurance, the subject of careful and close attention from the Federation since the adoption of UN General Assembly resolution 64/241, the Council noted that Assembly consideration of the report it had requested from the Secretary-General had been postponed to 2013. FAFICS will continue to follow this important question very closely and will inform member associations of any developments.

36. The question of a lack of consistency in the representation of retirees on the executive committees of the different health funds in the organizations of the UN System was also considered. The Council adopted a resolution calling on its member associations to take action to ensure that retirees' representatives can be

present and intervene in meetings of the executive committees of the funds, in particular on issues concerning insured retirees.

37. AAFI-AFICS welcomes this move, stressing that all the insurances of the Geneva-based organizations in fact have one or more retiree representatives on their executive committees.

FAFICS budgets for 2013 and 2014

38. The Council decided to retain in 2013 the rate of membership dues paid to the Federation by its member associations in proportion to the number of their members at US\$1.35 per member. However, in view of the constant increase in the number of member associations, and the fact that the Federation needs sufficient finance to fund its activities, the Council plans to review the dues per member of each association and it may be that the rate will rise to US\$1.50 in 2014.

42nd session of the Council in 2013

39. The 2013 session of the United Nations Joint Staff Pension Board will be held in New York. Consequently, the Council has decided that its 42nd session will take place in New York immediately before the Pension Fund session, at which the Federation is represented.

Communication

40. The website www.fafics.org, completed in 2012, provides all kinds of information on FAFICS, its organization, its publications and documents, its member associations, aims and activities.

41. At the initiative of FAFICS' new President, Roger Eggleston, a new electronic information publication, FAFICS MATTERS, has since October 2012 also been accessible on this site. At the moment, three or four issues a year are planned.

RELATIONS WITH LOCAL COMMUNITIES IN THE GENEVA AREA

42. The Association is pursuing its efforts to broaden its contacts and to collaborate with organizations and entities working for the benefit of the elderly in the Geneva region.

43. Represented by Katia Chestopalov and Roger Fontana, AAFI-AFICS has continued to take an active part in the meetings and activities of the 'Plate-forme

des Associations d'Ainés de Genève'. The Plate-forme comprises an ever-growing number of associations (some 30 to date) whose aims and activities are remarkably diverse: care-giving and assistance, maintenance of the physical and psychological well-being of their members, social protection and all kinds of sports and leisure activities.

44. The website of the Plate-forme, www.plate-forme-aines.ch provides much information about the member associations, events, services and activities of interest to 'seniors'.

“AGEING AT HOME” SEMINAR

45. It is the purpose of the Association to examine the substantive problems that arise for retirees and every two years it organizes a seminar on a specific theme. In 2008 it was “Ageing in good health”; in 2010, “Wills and Successions” and lastly in 2012, “Ageing at home”.

We are faced with a problem as a result of the particular geography of the Geneva region, but as with previous seminars, the Association endeavoured to cover four sectors: Haute-Savoie and the Pays de Gex, Vaud and Geneva.

Once again, in view of the simplicity of its security arrangements and the ease of parking, the ILO hosted the seminar.

The seminar, co-ordinated by Gerald Walzer, was attended by more than 250 persons and reflected the present-day understanding of the ‘management’ of older persons by the different administrative bodies, namely enabling them to stay at home as long as possible while ensuring good quality of life through access to home-care services.

The seminar showed the importance of anticipation in one’s choice of housing, an aspect that is now included in pre-retirement presentations.

UNITED NATIONS INTERNATIONAL DAY OF OLDER PERSONS

46. On 1 October the Association took part in the Forum organized by the United Nations Human Rights Council which began precisely on the day devoted older persons. In our statements on that occasion our Association presented its view of a ‘two-way’ intergenerational relationship drawing on and transmitting the accumulated wisdom of our seniors (see the editorial in the October 2012 Bulletin). This view was very warmly supported, the discussions with speakers were fruitful and older persons were accorded their true value.

SOCIAL WELFARE OFFICER

47. The Association is glad to have been able for several years now to offer the services of a social welfare officer, whose report on her year's work is, as usual, appended to the present report. This year a note is also included (Evaluation and interventions) describing the steps taken to respond to requests for assistance. This year also AAFI-AFICS has drawn up a formal contract between the Association and the Social Welfare Officer defining the terms of reference and all the administrative provisions and insurance conditions relating to this post.

SOCIAL ACTIVITIES

48. Our social activities include, inter alia, the "Carrefour International" coffee meetings at the Cité Seniors on the first Wednesday of each month, led by Roger Fontana and Odette Foudral. Two other groups also work well, thanks to the initiative of Robert Yazgi in Nyon and Carl Freeman in Ferney-Voltaire. We should like to see other groups being formed to beat the loneliness affecting some of our colleagues.

49. The three Association lunches held at the ILO, when some fifty people are glad to get together and share the same values, also deserve mention.

50. We should stress the daily presence of volunteers, such as Christiane Kind, in the secretariat, giving some of the loneliest a chance to chat for a while.

51. Let us add also one of the most important services, namely the help given by France Henry, in co-operation with the Social Welfare Officer, in the preparation of reimbursement claims for UNSMIS. France spends no less than two days a week going to fetch the documents from people's homes and ensuring they are dealt with by the Fund.

THE SHAKESPEARE GROUP

52. The Shakespeare group met for the first time on 12 September 2001, the day after '9/11'. There were eight or nine people, who were not sure the group would continue. Twelve years later they have read and appreciated ten plays – including the four 'great tragedies' and are preparing to embark on an eleventh. They have also studied some of the sonnets, have written articles on various Shakespeare-related topics, a number of which, both serious and less so, have been published in the AAFI-AFICS Bulletin, and have watched several films.

53. There are now 24 members who meet three times a month at the ILO and once at La Gracieuse (a retirement home) in Morges.

Under the leadership of Aamir Ali, the members of the group have enormous fun.

THANKS

54. The Association could not function without the devotion and efforts of its many friends, both within and outside it. To all those who, in the United Nations Office in Geneva, support AAFI-AFICS by giving it technical assistance (providing UN office space, computer services and security) or by printing and distributing its publications; to our colleagues in the UN Pension Fund and the health insurance funds; to those who write, revise and translate articles for our publications; to all, the Committee expresses its gratitude.

55. We take the opportunity of this report to wish Bernard Cochemé, Pension Fund Administrator up to 31December 2012, an excellent retirement and to express a warm welcome to his successor, Sergio Arvizu.

ANNUAL REPORT 2012 OF THE AAFI-AFICS SOCIAL WELFARE OFFICER

These statistics concern my activities during the period 1 November 2011 to 30 October 2012

73 people appealed to the AAFI-AFICS Social Service for help

110 requests were answered

Type and number of requests in 2012	
Personal matters, health, family, financial difficulties, death	12
Hospitalization, rehabilitation, convalescence	11
Research, registration, entry into a retirement home	4
AAFI-AFICS Solidarity Fund	11
Administrative help, including reimbursement requests to the medical insurance	20
General information	45
United Nations Pension Fund	7

The requests under the headings “AAFI-AFICS Solidarity Fund” and “United Nations Pension Fund” came mainly from abroad. The other requests came from Switzerland and neighbouring France. Three requests were made by people who were passing through Geneva: one from Great Britain, one from Mexico, and the third from the USA.

The different types of requests may be defined as follows:

Personal matters concern requests such as those from people who:

- Are advancing in age and starting to meet with difficulties at home. There are questions involving their physical and psychological health (depression), their mobility, and their family circle, or rather the lack of it;
- Appeal on behalf of an acquaintance who refuses all outside help;
- Have lost their spouse and do not know how to go about administrative procedures in general, such as the United Nations Pension Fund, medical insurance, taxes etc.
- Are worried about their handicapped children and would like their situation taken care of, in case something happens to themselves.

This type of request often requires an answer going beyond mere information; it needs a follow-up which can stretch out over a medium or sometimes long term.

Hospitalization, rehabilitation, convalescence

I receive appeals from family caregivers who need information on the procedures to follow in order to organize:

- A return home after hospitalization, rehabilitation, convalescence, or for end-of-life care.

For example: a person needed to know the procedures to follow in order to organize a relative's move abroad after a stay in hospital – information for the authorities, the tax administration, the Pension Fund, the health insurance etc.

- Placement in a retirement home after hospitalization.

Often it is the offspring who request information on the steps to take and the procedures to be followed.

In addition, sometimes requests come from retirees of international organizations for their elderly parents who have no link to the United Nations themselves.

Research, registration and entry into a retirement home

I reply to requests from people or couples who wish to register in a retirement home or in apartments with support for elderly people.

People who appeal for help often need time to complete the procedures. Added to the difficulty of feeling no longer able to remain in their own home, there comes the financial aspect, when they realize that their life savings could be used to pay for the retirement home. Sometimes, this is too distressful, and some people prefer to postpone their decision.

I often go to the person's home for this type of request.

AAFI-AFICS Solidarity Fund

Requests arrived from the following countries: Germany, Argentina, Croatia, France, Romania, Serbia, Switzerland, and the United States of America. Two requests were approved, three were refused, four were forwarded to the UNJSPF Emergency Fund, and two did not conform to the criteria laid down by the Fund.

During the course of the year, the procedure was made clearer and simplified. People who send in a request without having addressed it first to the UNJSPF Emergency Fund are invited to do so.

In this way, when the request is received by AAFI-AFICS, the evaluation has been carried out by the Pension Fund and the decision of AAFI-AFICS is made much more rapidly.

Administrative help, including reimbursement requests to the medical insurance

Several requests were received from people who, after a health problem or a stay in hospital, felt overwhelmed by the management of ordinary administrative tasks. I directed them to the appropriate service.

One person appealed in the context of a very difficult financial situation following bankruptcy. The reply was of a legal nature. Two people who had not worked long enough to be entitled to a United Nations pension lodged an appeal.

I have included under this heading ten requests for the reimbursement of medical expenses which were subsequently taken charge of by Mrs France Henri. Seven requests were forwarded to me on my arrival, and three new requests arrived during the course of the year. I would like to take this opportunity to thank Mrs France Henry for her valuable collaboration.

An indirect request arrived from a retiree, himself very elderly. His cleaning lady had informed him of someone who had not requested the reimbursement of medical bills for more than five years and who refused any outside help. I intervened indirectly through the cleaning lady who sent me the bills.

For some of these requests, I went to the person's home. For others, like the example above, I worked by telephone and by e-mail with the cleaning lady.

General information

Examples of some questions are:

- Where is it possible to obtain information on billing procedures in Swiss retirement homes?
- How, in the case of a very small pension, is it possible to continue earning a little money, or
- Whom to address in order to receive financial assistance?
- Under what conditions is it possible to retire to Switzerland when one is not resident in Switzerland?
- How should one proceed to carry out advance directives and make one's will?
- Whom to address to cover the costs of auxiliary aids?
- How to obtain information about taxation on retirement.

Some of these requests lead to one or several interviews, but most of them are requests for information to which I reply by e-mail or by telephone.

United Nations Pension Fund

All the requests concerning the Pension Fund were forwarded to Mr Samuel Mbele-Mbong whom I would like to thank.

I attended the pre-retirement seminars organized at UNOG and the ILO and took part in the "AAFI-AFICS lunches" as well as in the seminar on "Ageing at Home". These events enabled me to have a few more direct contacts with the Committee members and the participants. I was also able to realize the enormous work that the Committee carries out throughout the year.

This first year of work within AAFI-AFICS has been very rich and interesting. I would particularly like to thank Mrs Nana Leigh, who was social welfare officer at AAFI-AFICS up till July 2010, for her ready support during the first months of my work.

I would like to express my most sincere thanks to the two presidents of AAFI-AFICS, with whom I have had the pleasure of collaborating since my arrival, Mr Roger Eggleston and Mr Gilbert Ferrari, as well as to the entire Committee of AAFI-AFICS.

EVALUATION AND INTERVENTIONS

AAFI-AFICS SOCIAL SERVICE

Requests

When people appeal to AAFI-AFICS' Social Service, they request help, for example:

- for the administrative management of day-to-day concerns;
- in gathering information about the procedures to be followed to obtain medical coverage for convalescence, rehabilitation, or an end-of-life situation;
- in searching for a retirement home;
- in finding financial aid, such as appealing to the AAFI-AFICS Solidarity Fund;
- on how to obtain information in general about their rights, their obligations, and the procedures to follow to request a Swiss pension, for example, or on any other subject, which may even be legal in nature.

Sometimes the requests come from caregivers, for example retired colleagues who appeal on behalf of one of their acquaintances. They do not know to whom to appeal when confronted with someone who is in a critical situation and refuses any outside help.

There are also retirees who have supported a child financially all their life and find themselves in a situation where they are no longer able to meet their own needs as well as providing financially for their now adult child.

From the outside, the "legitimacy" of some requests could be questioned. However, for a social worker, *only an evaluation will enable him/her to understand the request of a person who appeals at this particular moment in life.*

Evaluation

The first task of a social worker will be to evaluate the situation and for this he/she must contact the person who is making the request: the person himself, the family caregiver, or professionals (doctor, nurse, social workers, etc.).

To achieve this aim, he must seek the reply to the question:

Who does what, where, when, how and why?

The evaluation must take into account the person as a whole, his links with his family, his family circle, his degree of autonomy, his hobbies, his desires, his choices etc.

By observing and listening, the social worker will try to define *the situation of the person in its entirety. He/she will try to identify the real needs and expectations.*

If the request does not come from the person himself, he/she will try to find out how the “inquirer” is linked to the person. The social worker will try to ascertain whether there are other persons who may intervene, family caregivers or professionals, and will make contact with these people as far as is possible.

The more precise the responses obtained, the better the help proposed will satisfy real needs.

The evaluation is complete when the social worker is able to qualify and quantify the needs as well as to fix priorities.

However, a simple request for information which requires a general response or administrative help will not be evaluated in the same way as a request for help in registering in a retirement home or for the administrative management of day-to-day concerns, for example.

The intervention

- The expressed request and the unexpressed request

It can happen that the request expressed does not correspond to actual needs. In this case, in the first instance, it is a question of enabling the person requesting to become aware of his real needs *so that he is in a position to make choices*.

Only once these real needs have been brought to the fore, will the social worker be able to adjust his/her proposals to the request. He/she will give all the information necessary as regards existing and available services.

This takes the shape of an *informal negotiation between the person and the social worker, each remaining responsible for his actions and his choices*. From this negotiation, the needs for which the person wishes to receive help on the one hand, and the proposals of the social worker on the other hand, will emerge. The priorities will then be established.

It is important to proceed at the person’s own pace and this process may take time. It is an ethical principle which must not be waived, to avoid the risk of losing confidence in the relationship. Without this, the intervention cannot succeed.

Situations described as “urgent” are a matter for the police, the ambulance service, an emergency service or even an attending physician. In situations where a person is in a critical state and refuses any external help, specific procedures exist and must be followed. For a specialized service like the Social Service of AAFI-AFICS, no intervention may be carried out without the consent of the person.

Direct intervention and indirect intervention

As regards direct interventions, it is the person who needs help who appeals. On the other hand, in the case of indirect interventions, such as requests from someone appealing on behalf of an adult child, the intervention is concentrated on the person appealing and indirectly on the child.

Social services

As regards social intervention, there are different types of services. There are those under the authority of the State the organization of which depends on the cantons. They have a mandate which enables them to intervene without the consent of the person. However, a complex administrative procedure involving the intervention of a multidisciplinary team must be followed in order for them to be able to act. The aim of these procedures is to protect people and avoid abusive interventions. In France, the principle is the same.

There are also home-care services well subsidized by the State and other services which I consider “specialized”, such as Pro Senectute. I would place the Social Service of AAFI-AFICS in this category.

The social worker conducts the evaluation and directs the intervention differently according to the mandate of the service he/she represents.

In a Social Service such as that of AAFI-AFICS, if a risky situation is reported and the person refuses any exterior help, the role of the social worker will be to check whether an appropriate service (attending physician, social service) has already intervened and whether it is aware of the current situation.

If this is not the case, the intervention will entail reporting the situation to the appropriate service. In principle, the social worker will assist the caregiver in reporting the situation directly. In this case, the intervention of the social worker will take the form of coaching this person. It will be a question of supporting him in undertaking steps which are not always easy, at the same time guiding him in the procedures to be followed.

The essential aim of refraining from direct intervention on behalf of persons who do not desire external help is to avoid increasing the number of interveners, and disturbing and unsettling persons who are already fragile.

In the second instance, for a specialized service like AAFI-AFICS, it will be the task of the social worker to make contact with the services which are intervening or will intervene and to propose his/her collaboration in relation to the specificity of the service; for example, offering support as regards insurance and/or the Pension Fund.

My description above has been very much simplified; each request is unique and will receive a differentiated response.

Further training

The social worker will take care to keep well-informed of the resources available in his/her professional area, of legislative developments and their practical application, and also to know of the existing services and the benefits they offer. It is therefore important to remain in touch with professional networks and take part in further training courses.

COMMUNICATION DES SCRUTATEURS CONCERNANT LES ÉLECTIONS 2013

LETTER FROM THE POLLING OFFICERS REGARDING THE 2013 ELECTIONS

AAFI-AFICS

21 janvier 2013

Bureau A265

Palais des Nations

1211 GENEVE 10

OBJET : Election du Comité de l'AAFI 2013

Le collège des scrutateurs suite à l'appel lancé par le comité pour son renouvellement partiel, vous informe qu'il s'est réuni et a entériné officiellement les six candidatures pour les huit postes vacants.

De ce fait il n'y a pas lieu de mettre en place le processus de vote
(Article 17.5 des statuts)

Sont de *facto* comme élus les personnes suivantes :

M. BEIGBEDER Yves, **Mme. BELCHAMBER** Elisabeth, **M. COHEN** David,
M. MATEU Juan, **M. NARASIMHAN** Venkata Raman, **M. VANGELEYN** Pierre.

Le collège des scrutateurs en conséquence vous demande de présenter à l'Assemblée Générale du 16 avril 2013 pour confirmation les candidatures ci-dessus

Le Président des Scrutateurs

MARTINEK Sébastien



MARTINEK Sébastien Bureau A 196 Palais des Nations 1211 GENEVE 10
Tél : 22 917 54 19, Mail : smartinek@unog.ch,smartinek@wanadoo.fr

BUDGET DE L'AAFI-AFICS POUR 2013

BUDGET de l'AAFI-AFICS pour 2013 (adopté par le Comité le 17 janvier 2013)			
RECETTES (CHF)	2013	DEPENSES (CHF)	2013
Cotisations annuelles	8'000.00	Missions / Voyages	8'000.00
Transfert des Réserves du 1/25 des cotisations des membres à vie pour 1989-2013	32'000.00	Hospitalité	2'000.00
Transfert des Réserves	27'500.00	Cotisation à la FAAFI	5'000.00
Intérêts	7'500.00	Frais bancaires	1'200.00
Publicité	0.00	Assistante sociale	38'000.00
		Autres dépenses pour l'assistante sociale	3'900.00
		Papeterie et informatique	3'000.00
		Secrétariat (Allocation de transport)	2'000.00
		Assurance RC de l'AAFI-AFICS	600.00
		Provision pour dépenses spéciales liées à ASHI et aux Pensions	7'000.00
		Publicité	1'000.00
		Campagne de vaccination	400.00
		Frais de sécurité au BIT	1'500.00
		Soutien aux autres Associations	1'000.00
		Divers	400.00
Total	75'000.00	Total	75'000.00

AAFI-AFICS BUDGET FOR 2013

AAFI-AFICS BUDGET for 2013 /adopted in Committee on 17 January 2013)			
INCOME (CHF)	2013	EXPENDITURE (CHF)	2013
Annual membership	8'000.00	Missions / Travel	8'000.00
Transfer from Reserve 1/25 of life Members' contribution from 1989- 2013	32'000.00	Hospitality	2'000.00
Withdrawal from reserves	27'500.00	FAFICS contribution	5'000.00
Interest	7'500.00	Bank Charges	1'200.00
Publicity	0.00	Social Welfare Officer	38'000.00
		Other Social Welfare Expenses	3'900.00
		Office/computer Supplies	3'000.00
		Secretariat (Transport allowance)	2'000.00
		Third Party Insurance of AAFI-AFICS	600.00
		Provision for special expenses linked to ASHI and Pensions	7'000.00
		Publicity	1'000.00
		Vaccination Campaign	400.00
		Security expenses in ILO	1'500.00
		Support to other Associations	1'000.00
		Miscellaneous	400.00
Total	75'000.00	Total	75'000.00

LISTE D'ACRONYMES

LIST OF ACRONYMS

AAFI-AFICS	Association des anciens fonctionnaires internationaux - Genève Association of Former International Civil Servants - Geneva
AAFNU-BF	Association des anciens fonctionnaires des Nations Unies au Burkina Faso
AAFU-AFUS	Association des anciens fonctionnaires de l'UNESCO - Association of Former UNESCO Staff Members
ACABQ	Advisory Committee on Administrative and Budgetary Questions
AFIS/ITC	Association of Former International Staff, International Trade Centre
AFSM	Association of Former WHO Staff
AFUNIC	Association des anciens fonctionnaires des Nations Unies, Nicaragua - Association of Former United Nations' Civil Servants, Nicaragua
AOMS	Association des Anciens de l'OMS
BIT	Bureau international de travail - International Labour Office
CCI	Centre du commerce international
CCPPNU	Caisse commun des pensions du personnel des Nations Unies
CCQAB	Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires
CLIC	Centre Local d'Information et de Coordination
EMS	Etablissement Médico-Social
FAAFI	Fédération des Associations des Anciens Fonctionnaires Internationaux
FAFICS	Federation of Associations of Former International Civil Servants
HCR	Haut-Commissariat des Nation Unies pour les réfugiés United Nations High Commissioner for Refugees
ITC	International Trade Centre
OMM	Organisation météorologique mondiale
ONUG	L'Office des Nations Unies à Genève
UNJSPF	United Nations Joint Staff Pension Fund
UNOG	United Nations Office at Geneva
UNSMIS	United Nations Mutual insurance Society against Sickness and Accident - Assurance mutuelle contre la maladie et les accidents du personnel des Nations Unies
WMO	World Meteorological Organization

CONGES OFFICIELS DES NATIONS UNIES EN 2013

Veillez noter que les bureaux de l'AAFI-AFICS sont fermés lors des congés en vigueur aux Nations Unies.

29 MARS–1er AVRIL	Pâques
9 MAI	Ascension
20 MAI	Pentecôte
1er AOUT	Fête Nationale Suisse
8 AOUT	Aïd al-Fitr
5 SEPTEMBRE	Jeûne Genevois
15 OCTOBRE	Aïd al-Adha
25 DECEMBRE	Noël

OFFICIAL HOLIDAYS IN THE UNITED NATIONS IN 2013

Please note that the AAFI-AFICS' office is closed according to the official United Nations holidays.

29 MARCH–1 APRIL	Easter
9 MAY	Ascension
20 MAY	Pentecost
1 AUGUST	Swiss National Day
8 AUGUST	Aïd al-Fitr
5 SEPTEMBER	Jeûne Genevois
15 OCTOBER	Aïd al-Adha
25 DECEMBER	Christmas